



Ambassade de France
aux Etats-Unis

Coordonnées >>

Sciences et technologies de l'information et de la communication

La crypto monnaie bitcoin pourrait participer à la sécurisation des transactions financières

<http://www.bulletins-electroniques.com/actualites/75929.htm>

La récente faille de sécurité de l'entreprise Target, exposant les informations bancaires de 110 millions de clients [1], illustre l'enjeu technologique actuel que représente la sécurisation des transactions financières. Les crypto monnaies comme bitcoin pourraient offrir une réponse à ce défi par leur "technologie prometteuse" [2].



Crédits : mechanik

Le potentiel des crypto monnaies

Bitcoin est un logiciel *open source* rendu public en 2009. Ses utilisateurs peuvent transférer des unités de valeur, les "bitcoins", entre comptes du réseau. Chaque transaction est vérifiée par les autres ordinateurs du réseau en échange de nouveaux bitcoins, opération appelée "minage". Il y a aujourd'hui 12 millions d'unités en circulation, 25 sont produites toutes les 10 minutes.

Bitcoin présente plusieurs avantages sur une transaction traditionnelle : l'opération s'effectue de façon décentralisée, avec un coût faible et le système offre de bonnes garanties de sécurité. Pourtant l'extrême volatilité des cours et la limite fixée à 21 millions d'unités permettent de douter de la valeur de cette monnaie. Certains détracteurs y voient même un schéma de Ponzi [3], où les nouveaux entrants rétribuent les utilisateurs antérieurs.

La vigilance des autorités fédérales

Le congrès américain, inquiet de l'impact sur les monnaies nationales, de l'utilisation criminelle potentielle, et des implications en terme d'impôts, a sollicité l'analyse des agences fédérales [4]. En novembre 2013, le congrès menait une série d'auditions des acteurs du secteur [5] et une analyse comparative des législations mondiales [6]. Plusieurs affaires ont en effet alerté l'opinion publique sur les utilisations criminelles potentielles comme le blanchiment d'argent [7] ou l'achat de biens et services illégaux [8]. De plus, bitcoin est l'objet de fraude interne avec des vols de bitcoins et l'utilisation d'ordinateurs tiers pour les opérations de minage [9]. Pourtant l'enjeu pour le régulateur est d'encadrer ce système sans nuire au développement de ce nouveau secteur économique [10].

L'intégration du bitcoin dans l'économie

Le cadre juridique de bitcoin a gagné en clarté au cours du deuxième trimestre 2014. La *Federal Election Commission* (FEC) a autorisé l'utilisation des bitcoins pour le financement des campagnes électorales [11] ouvrant un important marché aux entreprises effectuant ces transactions. Par ailleurs, l'administration des impôts (IRS) a précisé les règles d'impositions [12]. Le bitcoin n'est pas reconnu comme une monnaie mais les conséquences patrimoniales des échanges sont imposées selon les règles en vigueur.

Dans ce contexte, le plus grand investissement dans une entreprise bitcoin fut réalisé le 12 mai 2014 pour 30 millions de dollars [13]. La startup Bitpay, basée à Atlanta, est spécialisée dans les transactions de bitcoins. Parmi ses investisseurs se trouvent le fondateur de Paypal, Peter Thiel, et Richard Branson qui avait déjà annoncé en 2013 que son entreprise Virgin Galactic accepterait les paiements en bitcoins [14].

Sources :

- [1] "Target says data breach possibly affected millions of credit cards", The Guardian, 19 décembre 2013 <http://gu.com/p/3ybj3>
- [2] "Top of Mind" Issue 21, Goldman Sachs, 11 mars 2014 - <http://redirectix.bulletins-electroniques.com/qPzdG>
- [3] "Bitcoin 'Ponzi' Concern Sparks Warning From Estonia Bank", Bloomberg, 31 janvier 2014 - <http://redirectix.bulletins-electroniques.com/8wkBu>
- [4] "Responses to Chairman Carper and Senator Coburn's August 12, 2013 Letter Regarding Virtual Currencies", U.S. Department of Homeland Security, 12 novembre 2013 - <http://online.wsj.com/public/resources/documents/VCurrenty111813.pdf>
- [5] "Beyond silk road potential risks threats and promises of virtual currencies", US Senate, 18 novembre 2013 - <http://redirectix.bulletins-electroniques.com/3QAfm>
- [6] "Regulation of Bitcoin in Selected Jurisdictions", The Law Library of Congress, janvier 2014 - <http://redirectix.bulletins-electroniques.com/Dg496>
- [7] "Treasury Identifies Virtual Currency Provider Liberty Reserve as a Financial Institution of Primary Money Laundering Concern under USA Patriot Act Section 311", Département du trésor, 28 mai 2013 - <http://www.treasury.gov/press-center/press-releases/Pages/jl1956.aspx>
- [8] "Charges Against Bitcoin Exchangers, Including Ceo Of Bitcoin Exchange Company", department of justice, 27 janvier 2014 - <http://redirectix.bulletins-electroniques.com/usyuL>
- [9] "Yahoo malware enslaves PCs to Bitcoin mining", BBC news, 8 janvier 2014 - <http://www.bbc.com/news/technology-25653664>
- [10] "Bitcoin Backer Winklevoss Warns of Overregulation", Wall Street Journal, janvier 2014 - <http://online.wsj.com/article/BT-CO-20140128-710476.html>
- [11] "FEC Issues Advisory Opinion", Federal Election Commission, 8 mai 2014 - <http://redirectix.bulletins-electroniques.com/3B6iS>
- [12] Notice 2014-21, IRS, 2014 <http://www.irs.gov/pub/irs-drop/n-14-21.pdf>

Rédacteurs :

- [13] "BitPay Raises Record \$30M in Series A Led by Index Ventures", Bitcoin Magazine, 12 mai 2014 - <http://redirectix.bulletins-electroniques.com/qvPp9>

- [14] "Richard Branson: Buy your space flight with bitcoin", CNBC, 22 novembre 2013 - <http://www.cnn.com/id/101220710>

Xavier Lavayssière, deputy-univ@ambascience-usa.org ;

- Suivre le secteur Atlanta sur atlanta.france-science.org ou [@frenchtechsouth](https://twitter.com/frenchtechsouth) ;

- Retrouvez toutes nos activités sur <http://france-science.org>.